UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Le passage de l'agriculture de subsistances é l'agriculture de marché par les agro-éleveurs burundais : logiques, moyens, principales contraintes et perspectives, pp. 387-410,

AKINTORE Adélard

2014-06
UB, Cahiers du CURDES
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/624

AKINTORE Adélard, Le passage de l'agriculture de subsistances é l'agriculture de marché par les agro-éleveurs burundais : logiques, moyens, principales contraintes et perspectives, pp. 387-410, Cahiers du CURDES n° 14, Juin 2014.

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

LE PASSAGE DE L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE A L'AGRICULTURE DE MARCHE PAR LES AGRO-ELEVEURS BURUNDAIS : LOGIQUES, MOYENS, PRINCIPALES CONTRAINTES ET PERSPECTIVES.

Université du Burundi, FSEA-CURDES, B.P 1049, Bujumbura-Burundi

AKINTORE Adélard

RESUME

Malgré la prédominance du secteur agricole burundais, il enregistre des performances qui sont de loin inférieures à la croissance démographique (taux global estimé à 2,6 % contre un taux de croissance démographique de 2,9 %).

Malgré ces faiblesses, le Plan National d'Investissement Agricole confie à l'agriculture une mission fondamentale qui est celle d'assurer à tous les Burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité en passant d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale et commerciale.

Pour y arriver le manque du financement du secteur agricole (qui est l'une des contraintes majeures) doit être contourné. Ce secteur (agricole) distingue des chaines de valeurs dites industrielles de celles dites alimentaires. Des acteurs étatiques et privés se positionnent au niveau des maillots de ces chaines. Ils doivent conjuguer leurs efforts pour relever le défi.

D'une manière plus simplifiée et autour des IMF locales, des liens forts doivent exister d'une part entre les ONGs qui encadrent les activités agricoles et les Groupements d'Intérêt

Economiques (GIE) et d'autre part entre les Gouvernement et ses PTF.

La politique de subvention des engrais chimique mise en œuvre depuis la saison culturale A 2014 doit s'inscrire sur une période assez courte pour que les agriculteurs se connectent rapidement au marché et aux IMF locales.

1. INTRODUCTION

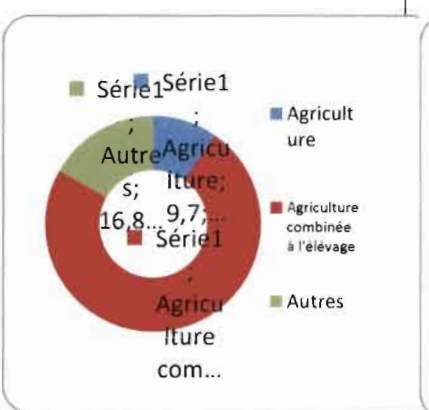
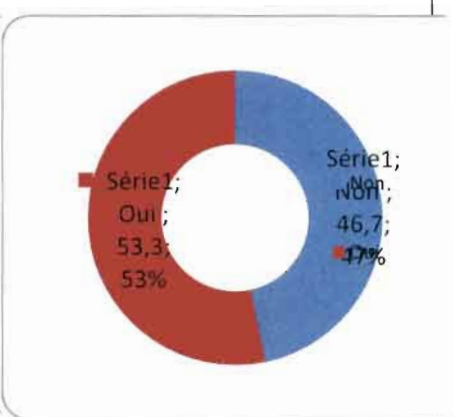
L'économie burundaise est avant tout agricole avec comme principaux facteurs de production la terre et la main d'œuvre familiale. La population est plus de 8 millions d'habitants répartis inégalement sur une petite superficie émergée 25.200 km^2 ; 27.834 km^2 étant la superficie totale. Les terres arables occupent 72,66 % (ISTEEBU, 2010). La population est à majorité agricole (90 %), très jeune (46 % ont moins de 15 ans) et à moitié féminine. Mais l'exiguïté des parcelles agricoles est à la mesure des fortes densités en milieu rural. Il n'est pas rare d'observer des densités allant de 400 et 800 habitants/ km^2, renforcées par un taux de croissance annuel moyen de la population de 3% (NTAHOMPAGAZE, 2009, p.8). Le secteur agricole évolue donc en dehors de l'économie de marché. Le manque de moyens de production et de ressources financières ne lui permet pas de profiter réellement du potentiel agricole existant. Actuellement le secteur privé peine à décoller, les organisations d'entrepreneurs progressent selon des rythmes imposés par un environnement des affaires peu dynamique.

En 2011, nous avons mené une recherche qui a porté sur la dynamique des organisations/groupements ruraux de la commune Bukeye. Les éléments recherchés pour caractériser cette dynamique étaient liés aux conditions d'émergence et au

caractère organisationnel pour pouvoir s'interroger sur la viabilité de ces organisations sur le long terme. A la longue, ces organisations/groupements devraient s'insérer dans une logique plus économique-financière qu'associative (groupements d'intérêts économiques).

L'étude menée en 2011 sur les organisations/groupements ruraux de la commune Bukeye a montré que les principaux domaines d'intérêt ou domaines d'actions sont les suivantes.

Figure 1. Principaux résultats sur les groupements ruraux

Activités principales des groupements	Groupement aynt eu des contacts avec des partenaires
	

Rares sont donc les organisations qui ont Uniquement l'agriculture comme domaine d'actions (9,7%). La majorité de celles-ci (73,7%) combinent l'agriculture et l'élevage. La principale leçon qu'il faut tirer par raport à ces résultats est que la combinaison agriculture-élevage est déjà une pratique populaire, vu les complémentarités des deux activités. Cependant cette pratique est loin de la profesionnalisation que

recherche le PNIA. Aujourd'hui, nous voulons nous interroger sur la logique de transformation de l'agriculture de subsistance pour en faire une agriculture de marché comme le stipule le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).

2. JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA THEMATIQUE

Le choix de ce thème s'inscrit dans la logique des documents nationaux qui ont été élaborés en vue d'améliorer les performances dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Les principaux documents sont entre autres le document de Stratégie Agricole Nationale (SAN) et la Politique Nationale d'Investissement Agricole (PNIA).

L'objectif assigné à l'agriculture burundaise par le PNIA est sans équivoque : *« L'agriculture burundaise a pour mission fondamentale d'assurer à tous les Burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité. Pour ce faire elle devra se transformer d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale et commerciale, assurant un revenu décent aux ménages et soucieuse de l'environnement et de la bonne gestion des ressources. Cette agriculture sera pratiquée sur des exploitations dont la taille moyenne devra atteindre 1 Ha par exploitation contre 0,5 ha et dont les sols auront retrouvé une fertilité suffisante pour permettre des rendements qui se comparent aux meilleures performances africaines. Les agriculteurs qui participeront à ces changements profonds seront des exploitants organisés et possédant les qualifications techniques nécessaires pour réaliser la mission du secteur agricole ».*

De même, cette visée de la PNIA rencontre l'axe 2 du CSLP 2ème génération qui est *« la transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois »*. Quant à la SAN, l'un de ses objectifs spécifiques est de : *« Professionnaliser les producteurs et développer les initiatives privées afin de les aider à défendre leurs intérêts et être maîtres de leur propre développement tout en appuyant les privés à s'impliquer dans l'encadrement agricole, le développement et le diversification des filières rentables.»*

Par rapport à notre problématique et aux orientations du Plan National d'Investissement Agricole, nous avons formulé des leçons et des questions qui peuvent guider la prise des décisions. Ces leçons et questions apparaissent dans le tableau suivant.

Tableau 4. Les leçons apprises et les questions par rapport au PNIA

Mission ou Objectif du PNIA : Assurer à tous les burundais la sécurité alimentaire en qualité et en quantité.				
Questions du PNIA	Eléments de réponse du PNIA	Questions de la présente étude	Réponses théoriques apportées par la présente étude	Approche méthodologique
Comment y arriver ?	Passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale et commerciale.	Y a-t-il une assurance quant au marché des produits ?	Le marché local est à (re)conquérir, étant donné que les soldes commerciaux entre le Burundi et les pays de l'EAC sont déficitaires pour la quasi-totalité des produits qui rentrent dans la consommation journalière des ménages.	Compétitivité par les coûts. Import substitution.
Quelles sont les conditions nécessaires ?	Cette agriculture doit assurer un revenu décent aux ménages, se soucier de l'environnement et la bonne gestion des ressources.	L'agriculteur tourné vers le marché, peut-il se soucier de l'environnement et de la bonne gestion des ressources ?	Les complémentarités agriculture-élevage sont à mettre à profit. Les pratiques culturales comme l'agroforesterie doivent être développées	
Quelles sont les cibles ?	Les exploitants dont la taille moyenne est d'au moins 1 ha et dont les sols auront retrouvés une fertilité suffisante.	Quel % des ménages (sur les 1,2 millions) qui se trouvent dans cette situation		Les théories sur la croissance agricole (l'intensification) nous apprennent qu'on peut produire plus (ou plusieurs fois par an) sur une même superficie.

				Par conséquent, la superficie est multipliée par autant de saison ou de récoltes par an.
Qualité requise pour les agriculteurs	Des exploitants organisés et possédants les qualifications techniques nécessaires pour réaliser la mission.	Que faut-il entendre par qualifications et techniques nécessaires ?	Le renforcement des capacités des agriculteurs et les services de proximité doivent être assurés.	Le mouvement associatif et coopératif (les GIE) doit être renforcé. Les organisations de producteurs deviennent également des prestataires de services (dans une certaine limite).

3. CONTEXTE DE L'AGRICULTURE BURUNDAISE

Malgré la prédominance du secteur agricole burundais, il enregistre des performances qui sont de loin inférieures à la croissance démographique (taux global estimé à 2,6 % contre un taux de croissance démographique de 2,9 %).

3.1 Caractéristiques du secteur agricole burundais

Les principales caractéristiques du secteur agricole burundais sont les suivantes :

Il s'agit essentiellement d'une agriculture de subsistance : les cultures vivrières occupent 90 % des terres cultivées, contribuent à 80 % du PIB agricole et sont largement autoconsommées (80 %). L'agriculture est pratiquée d'une façon rudimentaire par environ 1,2 millions de familles rurales (90 % des ménages) sur de petites exploitations dont la taille moyenne se situe autour de 0,5 ha. Les rendements sont très

faibles en comparaison avec les moyennes africaines. Les engrais sont hors de portée de petits agriculteurs et sont essentiellement appliqués sur les cultures industrielles (café, thé, coton, canne à sucres) et quelques autres cultures telles que le riz, la pomme de terre ou le haricot. La pression démographique sur les terres accentue les problèmes fonciers qui à leur tour aggravent le niveau de productivité et la détérioration de l'environnement.

3.2 Les principales contraintes de l'agriculture burundaise

Les contraintes de l'agriculture burundaise sont d'abord agronomiques avec la faible fertilité des terres et dégradation des écosystèmes naturels, insuffisance des intrants (semences, fertilisants, pesticides, etc.), recrudescence de maladies ravageurs

Elles sont ensuite climatiques avec des changements qui ont perturbent et désorganisent les activités à majorité pluviale,

Elles sont en fin socioéconomiques avec notamment la pression démographique, l'analphabétisme, le non accès au crédit agricole, l'étroitesse des marchés d'écoulement des produits agricoles et d'élevage, l'enclavement du pays et des nombreuses zones rurales, l'insuffisance de l'investissement privé

3.3 Les potentialités du secteur agricole

Les contraintes décrites ci-dessus n'occultent pas les potentialités du secteur avec une population agricole abondante et laborieuse, des possibilités de pratiquer une gamme variée de cultures, pluviométrie abondante, extension possible du marché d'exportation vers les pays de l'EAC.

En plus les gains de productivité constituent un atout essentiel de croissance (riziculture, manioc, production laitière, petite irrigation et pompe à pédales,....Un potentiel considérable existe au niveau des filières (le café, le thé, le coton, l'huile de palme, la canne à sucre, le tabac, le riz, le quinquina constituent une source importante de croissance pour le secteur agricole

3.4 Les défis majeurs du secteur agricole

Sous la rubrique défis rentrent, un recours intégral aux bonnes pratiques de protection des ressources en terres et en eaux, un recours généralisé aux meilleures pratiques de gestion de l'exploitation agricole, un recours plus important aux intrants, une utilisation accrue des ressources en eau pour la production agricole, une mise en œuvre de l'approche filière et la résolution des problèmes fonciers.

4. LES PRINCIPAUX ATOUTS ET CONTRAINTES A LA CONNEXION AU MARCHE SELON LES AGRICULTEURS RENCONTRES.

A la solde de focus groups animés à l'intention des agriculteurs dans les trois zones de la commune Bukeye, il est sorti les résultats suivants :

4.1 Les principaux produits mis sur le marché

Les cultures industrielles encadrés par les services de l'Etat. Il s'agit du thé (OTB Teza) dans la partie qui se trouve dans la région naturelle du Mugamba et du café (ARFIC) dans la partie qui se trouve dans la région naturelle de Kirimiro.

Les fruits, fleurs et légumes dans la partie située dans la région naturelles de Mugamba. Les 80 % de la production sont

collectées par des semi grossistes que sont connectés au marché de Bujumbura.La pomme de terre, le maïs et le blé dans la partie du Mugamba sont également mis sur le marché.

Dans la partie du Kirimiro, une variété des cultures vivrières est mise sur le marché. Il s'agit de la banane, du haricot, du manioc, de la patate douce, etc. Les éléveurs de bovins sont de plus en plus connectés au marché grâce à des semi grossites qui collectent du lait au niveau des collines pour le vendre à Bujumbura. Un centre de colecte est même fonctionnelle au chef-lieu de la commune.

4.2 Les principales atouts à l'accès au marché pour les agriculteurs rencontrés

Les points suivants constituent les principales atouts à l'accès au marché. Il s'agit de la varitété de produits agricoles (deux cultures indistrielles et une multitudes de cultures vivrières) des fortes potentialités en matière d'élevage avec de sprojets qui ont fortement appuyé le erpeuplement du cheptel, des marchés locaux qui se tiennent régulièrement, où des semi grossistes viennent s'approvisionner pour vendre sur le marché de Bujumbura, d'un réseau routier interne qui permet d'arriver facilement aux lieux où se tiennent les marchés et de la RN_1 qui relie directement la commune au grand marché de consommation de Bujumbura.

4.3 Les principales contraintes à l'accès au marché (les contrainte sont classées par ordre d'importance selon les agriculteurs)

Toujours à la solde de focus group les contraintes à l'accès au marché sont notamment le niveau faible de la production suite au manque financement pour acheter les intrants, les prix à la

production qui sont trop bas, les problèmes de stockage des produits à haute perissabilté.

5. LES PROBLEMES D'INTRANTS AGRICOLES : LES LEÇONS TIREES PAR LA PRESENTE ETUDE

Dans leur plan de production et avec une agriculture de subsistance, les agriculteurs burundais se sont longtemps appuyés deux facteurs de production (la terre et la main d'œuvre). Le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture familiale de marché implique la primauté du capital financier dans le plan de production en plus du capital foncier. En effet, il faut disposer des intrants (semences de qualité, fertilisants, produits phytosanitaires et vétérinaires) au meilleur moment durant le processus de production. Sur ce point le Burundi est encore en retard par rapport aux autres pays de l'EAC. Le plus inquiétant, c'est que l'évolution des consommations d'engrais par hectare suit un rythme plutôt négatif.

Tableau 5. Consommation d'engrais (Kg) par ha dans les pays de l'EAC

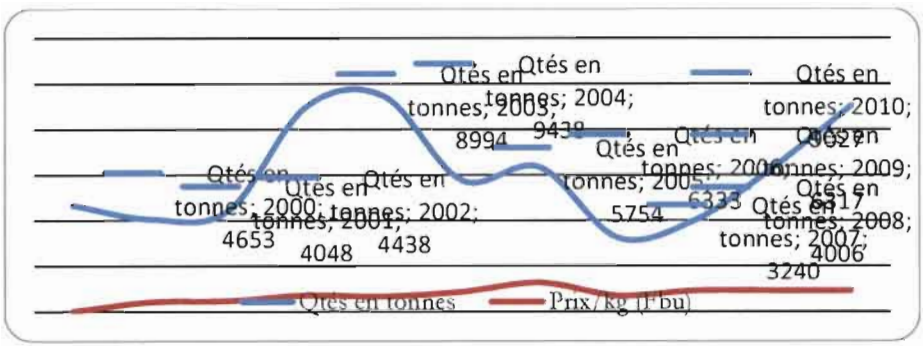
Pays	2005	2006	2007
Burundi	3,4	3,0	1,7
Rwanda	3,0	3,4	7,4
Ouganda	23,7	26,5	32,7
Tanzanie	10,0	6,8	5,6
Kenya	38,8	38,4	26,0

Source : S/P REFES ; CSLPII ; Secteur Agriculture et

Développement Rural, Note d'Orientation pour les consultations sectorielles.

Le Burundi est le plus faible consommateur d'engrais par hectare. Ce qui est inquiétant à ce propos, c'est que les quantités consommées ont évolué négativement, contrairement aux autres pays comme le Rwanda et l'Ouganda.

Figure 2. Evolution du prix à la consommation du DAP



Sur une période de 10 ans (2000-2010) les importations de DAP ont connu trois moments forts : Le premier couvre les années 2003 et 2004 avec des importations doubles par rapport aux années 2000 à 2002. Le deuxième couvre les années 2006, 2007 et 2008 avec des chutes des importations pour atteindre les quantités des années 2000 à 2002 en 2008. Le troisième temps couvre les années 2009 et 2010 avec une reprisse des augmentations des importations.

6. FACE AUX CONTRAINTES DE FINANCEMENT DES ACTIVITES AGRICOLES , QUELLES ACTIONS MENER ?

Tableau 6. Contraintes et actions à mener du côté de la demande et de l'offre des services financiers

Type de contrainte	*Actions à mener*
Accès difficile aux intrants (ils sont rares et chers)	Politique de subvention des intrants/Fonds de crédit pour l'achat et le stockage des intrants
Voies d'écoulement des produits inexistants ou en très mauvais état	Réhabilitation des infrastructures routières
Faiblesses dans la maîtrise des techniques de production	Renforcement de l'encadrement technique par des techniciens
Aléas climatiques	Assurance agricole et/ou Constitution d'un Fonds de calamités
Incapacité des producteurs à évaluer les coûts de production	Etudes de filières à réaliser Education financière
Faible structuration des organisations des producteurs	Appui à l'organisation et à la structuration de la production
Faible capacité de conservation des produits agricoles	Unités de transformation des produits ; hangars de stockage
Faible maîtrise des circuits de commercialisation	Coopératives de commercialisation à organiser
Faible concertation des acteurs de développement du secteur agricole	Organisation d'un cadre de concertation au niveau de chaque province
Type de contrainte	*Action à mener*
Méconnaissance de domaine d'agriculture ; réticence de prise de risques liés aux financements agricole	Renforcement des capacités
Types de produits financiers proposés ne couvrant pas les crédits de production et transformation à moyen et long terme	Mobilisation de ressources longues
Manque d'information sur les produits financiers offerts par les IMF	Sensibilisation et formation

Procédures administratives complexes	Appui par des professionnels pour simplifier et rendre plus transparents
Montant minimum de l'épargne nantie exigée est trop élevé	Constitution d'un Fonds d'épargne/de Garantie
Garanties exigées difficiles à réunir (hypothèques, aval par un salarié)	Mise en place de mécanismes de financement adaptés(le crédit solidaire, nantissements, gage), Constitution d'un Fonds de Garantie
Délais d'approbation des prêts trop longs pour permettre de démarrer l'activité au bon moment de la saison	Planification des liquidités en faveur du secteur agricole ; appui par des professionnels
Montants des prêts inférieurs aux besoins à financer	Adaptation des produits crédit/ Assistance Technique
Echéanciers de remboursement ne correspondant pas au cycle de production	Adaptation des produits crédit/ Assistance Technique
Taux d'intérêt chargés sur les crédits trop élevés.	Bonification de taux d'intérêt de manière judicieux

Source : PADAP Cibitoke, Etude sur la microfinance rurale sur la province de Cibitoke par Audace Bireha/Cabinet MCG, décembre 2011 (adapté).

7. L'APPROCHE CHAINES DE VALEUR, UNE VOIE DE CONNEXION DES AGRICULTEURS AU MARCHE ?

Pour un meilleur accès au marché des agriculteurs burundais, plusieurs acteurs privilégient aujourd'hui la maîtrise de notion de chaine de valeurs. Au Burundi, cette notion est déjà développée par les partenaires techniques et financiers. Des leçons et des questions persistent quant aux produits et à la couverture géographique.

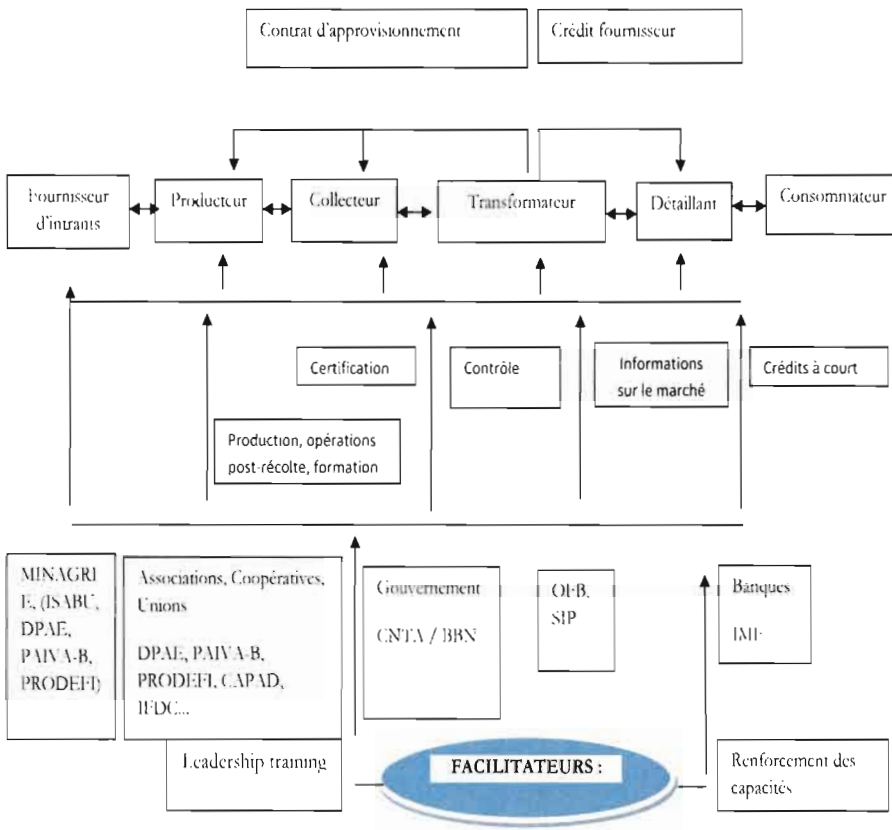
Tableau 7. Leçons sur les chaines de valeur

Apports	Leçons tirées	Questions de la présente étude	Réponses apportées
La distinction entre CdV dites industrielles (avec lieux de prédilection) et CdV dites alimentaires	Cette distinction est nécessaire compte tenu du processus de production et de la destination finale des produits issus de ces deux Cdv.		
Des bailleurs de fonds (multilatéraux et bilatéraux) s'intéressent à des produits avec l'approche CdV	Certaines CdV attirent plus d'intervenants (bailleurs) que d'autres : Banane (7), riz(8), manioc(7), pomme de terre(8), fruits et légumes(9), maïs (5), haricot(5), soja(2), arachide(1), Blé(1), Tournesol(2), Sorgho(1) Miel(1), lait(4), viande(4), poissons(3), cuirs et peaux(0), œufs(0). Des bailleurs s'intéressent à un nombre précis de CdV : PRODEMA(5), FIDA-PRODEFI, PAIVAB (7), PPCDR(7), FAO(3), PAIOSA (4), GIZ(3)	Des provinces qui ont attiré plus de bailleurs que d'autres ?	Les bailleurs sont répartis au niveau des provinces : Bubanza(4), Bujumbura (4), Bururi(3), Cankuzo(3), Cibitoke(5), Gitega(7), Karusi(5), Kayanza(9), Kirundo(8), Makamba(5), Muramvya(7), Muyinga(4), Mawaro(4), Ngozi(6), Rutana(8), Ruyigi(3), Bujumbura mairie(1)
CdV mises en avant par le Gouvernement : CdV	Les CdV ne remplissent pas les mêmes missions.	Le riz, le haricot et le manioc (pour l'import substitution)	La pomme de terre remplit les trois missions (sécurité alimentaire, import substitution, réduction des pertes).

industrielles : café, thé, coton, canne à sucre, quinquina, palmier à huile CdV alimentaires : banane, riz, manioc, pomme de terre, fruits et légumes, maïs, haricot, soja, arachide, blé, tournesol, sorgho.		La banane, la pomme de terre (pour la sécurité alimentaire et la génération des revenus) Les fruits/légumes (réductions post récolte)	Le riz (apport des revenus, sécurité alimentaire et import substitution) D'autres produits comme le maïs remplissent deux rôles (sécurité alimentaire et import substitution) Les produits comme les oignons et le blé substituent les importations, La banane (procurer des revenus)

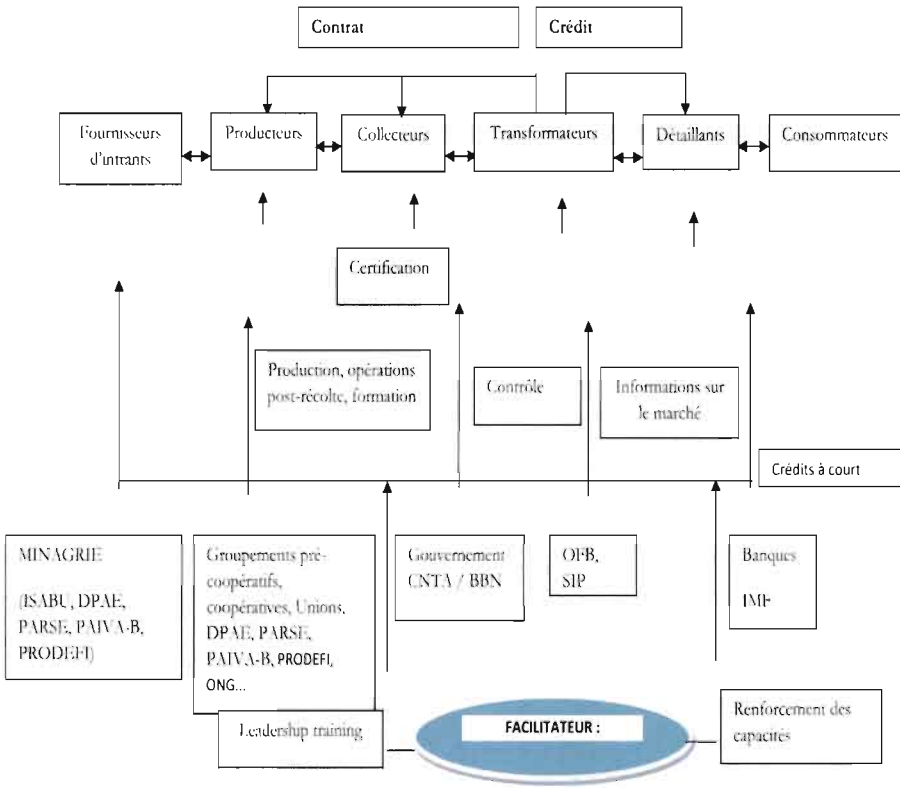
7.1. Exemples d'organisation des filières (cas de la banane et du lait)

Figure 3. Chaine de Valeur banane à cuire



Source : PRODEFI, PAIVAB, 2012

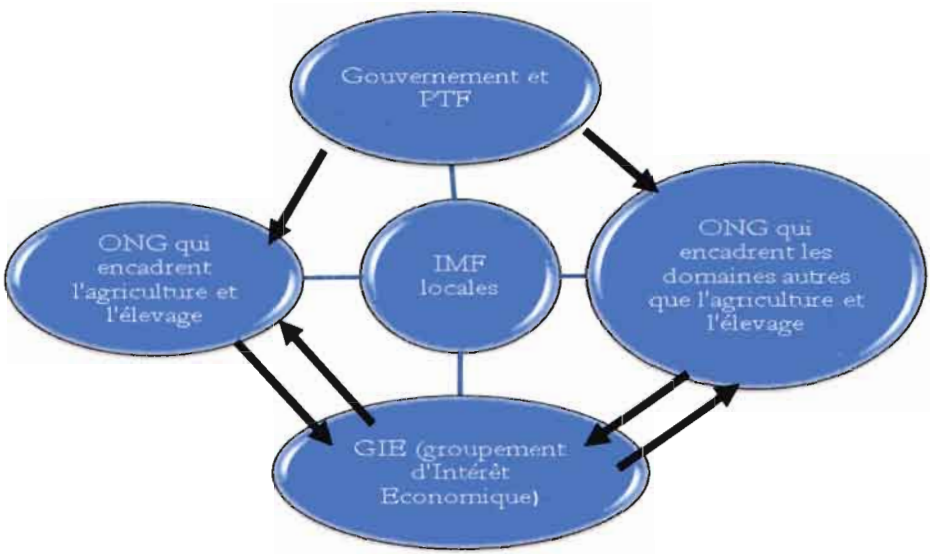
Figure 4. Chaine de Valeur lait



Source : PRODEFI, PAIVAB, 2012

7.2 Liens des acteurs de développement autour des IMF

Figure 5. Schéma simplifié des liens à établir entre les PTF, les IMF, les ONG et les GIE



La mise en œuvre des mécanismes d'autofinancement, basés sur la création d'une caisse d'épargne et d'un fond de garantie, permettront aux agriculteurs d'accéder à des schémas solidaires d'autofinancement qui permettront l'expansion de leurs interventions par la diversification et la spécialisation dans la chaine de valeur et de consolider la pérennisation des interventions d'interfaces specialisés et les IMF.

Les ONG d'encadrement (avec l'appui des PTF) feront un travail déterminant, que ce soit au niveau de l'élaboration des business plan par les GIE, de l'approche aux IMF locales et la sensibilisation sur l'utilisation de l'épargne et son impact économique.

.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BEAUDOUX ÉTIENNE. 2000. Accompagner les ruraux dans leurs projets. Orientations méthodologiques à partir de situations en Afrique subsaharienne. Paris, l'Harmattan, 235 p.

BIREHA AUDACE /cabinet mcg. *Etude sur la microfinance rurale sur la province de Cibitoke.*

CAZENAVE-PIARROT, F. Géographie du Burundi : le pays et les hommes, EDICEF, Paris, 1979.

CROZIER, M., FRIEDBERG, E. L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective, Paris, Seuil, 1992, (1ère édition 1977), 500 p. CTA, 354 p.

FAURE, G., GASSELIN, P., TRIOMPHE, B., TEMPLE, L. ET HOCDÉ, H. (Éditeurs scientifiques). Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat, Quæ, CTA, Presses agronomiques de Gembloux, 2010.

LE MOIGNE JEAN-LOUIS, Les systèmes de décision dans les organisations, Paris, PUF, 1974, 244 p.

LECOMTE, b. *(1991).* « Processus d'autopromotion et formes d'appui adaptées » inJ Kwan Kaï Hong et

LECOMTE, Bernard (Dirs.), *Jeux et enjeux de l'autopromotion. Vers d'autres formes de coopération au développement*,Genève, Cahier de l'I.U.E.D,pp.49-62

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (MINAGRIE). *« Étude des marchés des produits agricoles, diagnostic des services financiers, facilitation du ciblage et Elaboration des plans de développement des Filières prioritaires ».*

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (MINAGRIE). Plan National d'Investissement Agricole

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (MINAGRIE) Stratégie agricole nationale, 2008-2015., Bujumbura 2008.

MUHIRWA ELOI, *Analyse de l'avantage comparatif à l'aide de l'indice de Bela Balassa de quelques produits agricoles burundais par rapport aux autres origines : cas de l'EAC.*, Mémoire UB/FSEA, 2010.

NTAHOMPAGAZE P. (2009). *Monographie sur la Politique Agricole du Burundi en vue de la Politique Agricole Commune de la CEEAC*, Rapport de consultance, CEEAC-FAO, Bujumbura, 96p.

OCDE. 2008. Les bonnes pratiques émergentes pour une gestion axée sur les résultats de développement. Washington, documents de référence de l'OCDE, 114 p. Disponible sur :

PNUD/BANQUE MONDIALE (1991), *Les contraintes sociales et institutionnelles du développement de l'agriculture burundaise.*

Programme de développement des filières (PRODEFI) et Projet d'appui à l'intensification et à la Valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B).Rapport final. Octobre 2012

REPUBLIQUE DU BURUNDI(2012). Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté IIe Génération., Bujumbura 2012

SP/REFES, *Note d'orientation pour les consultations sectorielles (Secteur agriculture et développement du monde rural) en vue de l'élaboration du CSLP II*

Annexe 1. Les intervenants dans les CdV dites industrielles

Cultures	Gouvernement du Burundi	Acteurs privés
Café	ARFIC, SOGESTAL, SODECO	BUDECA , BUCAFE, CBC, SIVCA, WEBCOR, SONICOFF
Thé	OTB	PROTHEM, CAFPIN, CAMELLIA, + 2 autres du secteur sud.
Coton	COGERCO	-
Canne à sucre	SOSUMO	50 % SOSUMO, TBC
Quinquina	SOQUINABU	-
Palmier à huile	OHP	UATH, HPB, COGEMINI, RUPO

Annexe 2. Les intervenants dans les filières dites alimentaires

Cultures	Gouvernement, projets et ONG	Acteurs privés
Riz	SRDI (avec rizerie), décortiqueuses offertes par la FAO	Plusieurs décortiqueuses privées dans et en dehors de la SRDI, des OP pour l'étuvage du riz.
Banane	PRODEMA, PPCDR, PAIOSA, FAO, GIZ/production	SOVIBU(Cibitoke), Farmer's Brewery Company (Ngozi) pour la transformation
Pomme de terre	Centres semenciers	COPROSEBU (semences), pas d'unités de transformation, mais plusieurs hangars de stockage pour les OP
Manioc	PRODEFI, PRODEMA, FAO, GIZ	Plusieurs petites unités de mouture du manioc, GARI
Blé		MINOLACS (Minoterie de Muramvya), plusieurs boulangeries dans et en dehors de Bujumbura
Tournesol	PPCDR, Christian Aid	Mutwenzi
Maïs	ZOA, CAPAD, Christian Aid	AZAM, FARISANA, PEMBE
Sorgho	Contre partie gouvernementale et EUCOR	BRARUDI (groupe Heineken)
Fruits	Caritas International Belgique, FAO et la plupart des organisations avec l'approche CdV	Fruito, fruitropic, Akezamutima, Aknovera, CEDECOKI, Agohore, Akayazwe, Burasine, Brasserie de Ngozi

Lait	Centres de collecte initiés par les projets	Plusieurs producteurs de lait autour des centres urbains, principalement Bujumbura : Nature, laiterie de Bukeye, Kiryama
Viande	-	SOGEAB (ex abattoir de Bujumbura)
Cuirs et peaux	-	TANNIBU

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

AKINTORE Adélard, Le passage de l'agriculture de subsistances é l'agriculture de marché par les agro-éleveurs burundais : logiques, moyens, principales contraintes et perspectives, pp. 387-410, Cahiers du CURDES n° 14, Juin 2014.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr